



# STOP À L'ÉTAT D'URGENCE

## NON AU PROJET DE DÉCHÉANCE DE LA NATIONALITÉ

### SIGNATAIRES à SAINT-DENIS :

Union locale CGT,  
Union locale Sud-Solidaires, SNUIPP-FSU, Sud-Education, Sud CT Mairie de St-Denis, EVTC, le comité dionysien du Mouvement de la paix, le MRAP, La Ligue des Droits de l'Homme (LDH) de Plaine Commune, Droit au Logement (DAL), la Coordination 93 des sans papiers, la Coordination des foyers des travailleurs migrants de Plaine Commune, le comité dionysien de Femmes Solidaires, Plaine de femmes, Les Bonnets d'âne, Sciences POP, AFPS, CPPI St-Denis, Alternative Libertaire, Ensemble !, le NPA, le PCF, le PG, EELV, groupe Henry Poulaille de la F.A.

**A**près les attentats barbares de Paris et Saint Denis que nous condamnons, F. HOLLANDE et le gouvernement M.VALLS veulent inscrire l'état d'urgence dans la Constitution. **Sous couvert de combattre «le terrorisme», en entretenant un état de guerre permanent, l'état d'urgence fait peser un danger sérieux sur nos libertés démocratiques, individuelles, sociales et politiques et sur la démocratie.**

**Vouloir priver de leur nationalité jusqu'aux personnes nées françaises, c'est s'engager dans la voie d'une nationalité à deux vitesses. Tous les français sont égaux devant la loi quelle que soit leur origine.** Le silence du président de la République, lors de la réunion du Parlement, sur l'indispensable engagement de l'Etat en faveur de l'égalité des droits, de la justice sociale, sur le développement des services publics, **contre toutes les discriminations et contre toutes les manifestations de racisme** accroît dramatiquement le sentiment d'exclusion que vit toute une partie de nos concitoyens, notamment à Saint-Denis. Il favorise la stigmatisation croissante mettant en péril notre volonté de vivre ensemble.

**Nous appelons les femmes et les hommes de ce pays à rester solidaires et fraternels.**

**Nous appelons à la défense des libertés car nous ferons prévaloir en toutes circonstances notre liberté d'information, d'expression, de manifestation et de réunion.** Nous exercerons une vigilance permanente afin que nos droits et libertés soient préservés et que nul ne soit victime de discriminations.

**Non au projet de déchéance de la nationalité, non à une démocratie sous état d'urgence, non à une réforme constitutionnelle imposée sans débat,** en exploitant l'effroi légitime suscité par les attentats.

Nous n'acceptons pas la gouvernance de la peur, celle qui n'offre aucune sécurité mais qui assurément permet de violer nos principes les plus essentiels. Ainsi, des militants de la cause écologique sont assignés à résidence, des manifestations pacifistes sont interdites, des militants politiques, associatifs et syndicalistes sont arrêtés, les contrôles au faciès se multiplient. Nous demandons le retrait des poursuites contre les militants des mouvements sociaux et la levée immédiate de l'état d'urgence.

**Notre rejet de cette révision constitutionnelle est absolu. Nous appelons tous ceux et celles qui partagent une autre idée de la France à le manifester.**

**Nous appelons les parlementaires à refuser en conscience cette insupportable atteinte aux principes d'égalité et de fraternité.**

## MANIFESTATION

**SAMEDI 30 JANVIER À 14H30 À PARIS PLACE DE LA RÉPUBLIQUE**

**RDV POUR UN DÉPART COLLECTIF À SAINT-DENIS, 13H DEVANT LA MAIRIE**

## RÉUNION/DÉBAT

**VENDREDI 5 FÉVRIER À 19H30 À SAINT-DENIS**

**ÉCOLE JEAN VILAR /17-19 RUE DES BOUCHERIES / M°BASILIQUE**

Avec **Dominique NOGUÈRES**, avocate, Ligue des Droits de l'Homme; **Hélène FRANCO**, magistrate au Tribunal de Bobigny, Syndicat de la Magistrature; **Mathieu SANTEL**, syndicaliste Sud Aérien; **Yasser LOUATI**, porte-parole du Collectif contre l'Islamophobie en France.

**POUR SIGNER LA PÉTITION CONTRE LE PROJET DE RÉFORME DU GOUVERNEMENT :**  
[www.nousnecederonspas.org](http://www.nousnecederonspas.org) [www.stopetatdurgence.org](http://www.stopetatdurgence.org)